



COMPTE RENDU DU COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 4 FEVRIER 2016

La CGT avait décidé de participer à ce comité technique local convoqué une semaine après une journée de grève qui a mobilisé plus d'un agent sur trois dans le département. Nous étions ainsi en position de force pour demander des comptes au président/directeur sur sa politique de restructuration tous azimuts. Du côté de l'administration, ils semblaient ne pas s'attendre à ce que la réunion se tienne, ils n'étaient que deux, Gilles Gauthier et Jean-Jacques DOCHER !

L'ordre du jour était assez « light » et la CGT a donc affirmé sa volonté d'aborder d'abord les sujets les plus urgents et importants pour les agents (voir déclaration liminaire). Un peu seuls sur ce coup, nous avons néanmoins réussi à entraîner les membres du CTL sur cette modalité.

Contrôle fiscal et avenir des brigades

Cette fois c'est dit ! Une brigade va bien être supprimée dans le département. On ne peut bien sûr pas souscrire aux arguments de Gilles Gauthier qui se veut rassurant sur la pérennité de la mission et soutient qu'il n'y a pas de déperdition globale des moyens du contrôle fiscal. Force est de constater que les structures et les emplois prélevés en Vaucluse et partout ailleurs en France dans les brigades de vérification sont loin d'être compensés par des créations d'emplois en dircofi ou dans des directions spécialisées. Un seul emploi est créé à la dircofi sud est sur Avignon en compensation des 4 qui disparaissent. A titre d'exemple, aucun poste n'a été créé dans les Bouches Du Rhône avec la suppression de trois brigades ! Suite à notre demande, le directeur a assuré que les objectifs en terme de nombre de vérifications ne seraient pas revus à la hausse. Mais comme on dit, la confiance n'exclut pas le contrôle !

Gilles Gauthier s'est engagé à aller voir rapidement les collègues des brigades.

La CGT est également intervenu pour dénoncer l'abandon du pôle de contrôle et d'expertise, qui, entre emplois supprimés ou non pourvus et congés maladie ne compte plus que quatre agents. On peut se poser des questions sur la pérennité de ce service à quelques mois de la mise en place des pôles de contrôle des revenus patrimoniaux. Réponse du président : « on va sortir en sifflet dans l'espace temps » Mais qu'est ce que ça peut bien vouloir dire ?

Ordinateurs en libre service pour la CAF à l'accueil des particuliers d'Avignon

Même si cela n'a pas l'air de l'enchanter, Gilles Gauthier, en bon soldat de la DGFIP, se conforme aux directives de la direction générale. Un ordinateur sera donc installé à l'accueil. Pour lui il n'est pas question que les agents de la DGFIP se substituent à ceux de la CAF. Il va même tenter de recruter des volontaires pour le service civique pour s'en occuper. Fort bien mais des questions demeurent. Comment faire face à l'afflux d'usagers de tout le département qui risquent de venir en pleine campagne d'impôts sur le revenu ? Comment les collègues de l'accueil pourront-ils se contenter de désigner à ces usagers le fameux ordinateur ? Comment géreront ils le mécontentement

ou l'incompréhension qui en découlera forcément ? A toutes ces questions, le président du CTL a été bien incapable de répondre et on se dirige donc vers une belle pagaille, une fois de plus

Restructurations en cours et en projet

* Apt : Le projet de création d'un nouveau bâtiment à l'entrée de la commune semble abandonné. Le regroupement du SIP-SIE, de la trésorerie et du CFP de Gordes se ferait dans les locaux de l'actuel hôtel des impôts, dont un étage vient de se libérer. Des tractations sont en cours avec la mairie mais cela pourrait se faire rapidement.

* Pôle hospitalier : D'après la direction, ça n'est qu'un projet et cela ne se ferait pas avant 2018.

* Cavaillon/L'Isle Sur Sorgue : Cela se fera dès que possible et inclura bien le CFP de l'Isle Sur La Sorgue. Traduction CGT : Dès que les crédits seront disponibles pour l'aménagement et les élus locaux convaincus, donc très possible dès 2017. La CGT est intervenue pour dénoncer le fait qu'aucune permanence n'a lieu à Cadenet malgré l'engagement de la direction. D'après Gilles Gauthier, c'est le maire qui refuse cette permanence.

* disparition du service de publicité foncière d'Orange/ intégration de l'enregistrement au SPF : Les opérations seront successives. Dès que le problème technique de fusion des bases « fidji » sera résolu, les trois SPF du département n'en feront plus qu'un. L'intégration des services de l'enregistrement suivra.

* Les élus de solidaires ont demandé si une réflexion était en cours sur la réduction du nombre de résidences administratives nationales (RAN) du département. Ca n'est pas encore le cas, d'après G. Gauthier mais tout est dans le « encore » car l'idée a l'air de beaucoup l'intéresser.

* La CGT a évidemment affirmé son opposition résolue à tous ces projets. Il est quasiment impossible d'avoir un véritable dialogue sur ces sujets avec la direction tellement nos visions des choses sont éloignées. La préoccupation du directeur (son obsession ?) est de faire fonctionner au mieux ses services dans le contexte, qu'il dit subir, de la réduction des moyens de l'administration. Et donc la variable d'ajustement sont le service public, les usagers, et les agents. Un service ne fonctionne plus correctement, est en difficulté pour mener à bien les missions ? On le ferme !

Sécurité à la cité administrative et à Carpentras

La direction semble avoir pris la mesure du problème sur L'hôtel des finances de Carpentras (la mobilisation des agents y est certainement pour beaucoup) et va proposer une solution globale pour résoudre à la fois le danger lié à la sécurité (création d'une vraie sortie de secours) et les difficultés de circulation (placement de la pointeuse, accès à l'ascenseur). Encore une fois, la confiance n'exclut pas le contrôle et nous serons vigilants sur la mise en place rapide de ces solutions.

Sur la cité administrative, c'est beaucoup plus compliqué. La fermeture de tous les portillons piétons pour une seule porte d'accès, outre les désagréments au quotidien pour les collègues, pose un vrai problème de sécurité. En cas d'accident (incendie ou explosion) ou d'attaque, en effet, tous les collègues travaillant à la cité se retrouveraient piégés à l'intérieur. Il n'y a pas de système rapide de déverrouillage des portillons. Quelques personnes sont dépositaires des clés et doivent donc ouvrir « à la main ». Impossible en moins de dix minutes !

Pour autant, la réouverture des portillons n'est pas envisagée : leur maintenance coûte trop cher (la sécurité a donc un prix !) et la norme en matière de sécurité des bâtiments publics serait l'accès par un point d'entrée unique. Soit mais parfois le bon sens devrait prévaloir. L'entrée unique telle qu'elle a été mise en place permet plus d'intrusions que l'ancien système (les personnes

extérieures passent sous la barrière ou profitent de l'entrée des salariés). Dommage collatéral, toutes les personnes qui butent contre la porte fermée vont à l'accueil, pourtant déjà bien embouteillé ! Et à l'accueil des particuliers, qui se situe pourtant bien dans la cité et se trouve plus exposé à des intrusions malveillantes, on entre comme dans un moulin. On marche vraiment sur la tête.

C'est là qu'on voit la limite de ces réunions institutionnelles, en tous cas sous cette direction, car tous les arguments de bon sens et les mises en garde sur la sécurité des agents n'infléchissent pas la position de la direction d'un iota. Ils viennent avec des projets et entendent repartir avec leurs projets identiques à la virgule près. Sur cette question cruciale de la sécurité à la cité et spécialement à l'accueil, la CGT continuera le combat par d'autres moyens. C'est trop important !

Voici donc les réponses de la direction aux sujets pour lesquels la CGT est intervenue. Notre compte rendu ne respecte pas forcément le déroulé chronologique de la réunion mais l'importance des questions traitées. Suivent les débats et les votes sur les sujets mis à l'ordre du jour par l'administration.

Horaires d'ouverture

Contrairement à ce que l'on pensait, il ne s'agissait pas d'un bilan suite aux modifications intervenues en juin 2015 (fermeture au public les mardi et jeudi après midi) mais d'avis à donner sur des modifications d'amplitude horaires sur deux postes du département, la trésorerie hospitalière de Carpentras et celle de Montfavet. Ce bilan, qui aurait du avoir lieu en début d'année, sera donc examiné au prochain CTL. La CGT veillera à ce que le ressenti des agents soit pris en compte.

Votes sur les modifications horaires : CGT, solidaires, CFDT : pour / FO : Abstention

La CGT, par principe hostile à toute restriction du service public a voté pour compte tenu de la faible fréquentation de ces postes et de l'adhésion unanime des agents concernés.

Expérimentation d'une caisse sans espèces à Mormoiron

On va la faire courte : le passage du bureau de poste de Mormoiron en mode « un agent » ne permet plus de dégagements de caisse. Il faut donc, soit appliquer cette modalité, soit fermer !

C'est donc ce chantage, assorti d'une parodie de dialogue social qui nous a été servi. Exemple parmi d'autres : à la question d'un élu de solidaires qui réclamait, à juste titre, une fiche d'impact pour présentation en CHSCT, JJ Docher a eu cette réponse édifiante : « il n'y a pas de fiche d'impact car il n'y a pas d'impact » ! Qu'il aille dire ça au papy de Sault qui veut payer son portage de repas à domicile en espèces et qui devra faire 40 minutes de trajet jusqu'à Carpentras !

Entre les lignes, on a même compris que si les élus locaux avaient été moins pugnaces, Gilles Gauthier aurait préféré fermer le poste.

Tous les représentants ont voté contre ce projet, obligeant la direction à en présenter un autre lors d'un prochain CTL.

Mise place d'une caisse unique à Avignon

Le directeur s'est obstiné à nous vanter la pertinence de ce projet même s'il a reconnu que cela aboutirait à des situations compliquées (exemple ; usagers de l'enregistrement ou des hypothèques). Mais pour lui, les avantages sont supérieurs aux inconvénients. Pour la CGT c'est le contraire, on a même du mal à voir un quelconque avantage à la mise en place de ce qui pourrait bien devenir une véritable usine à gaz. Nous lui avons rappelé son engagement d'un CTL de juin 2015 à l'occasion duquel il s'était engagé solennellement à pourvoir tous les emplois au 1^{er} septembre 2015

dans les SIP et les SIE fusionnés Les agents concernés sont juges aujourd'hui de la valeur de sa parole.

Votes : CGT, solidaires, FO : contre / CFDT : abstention

Présentation du budget 2016

Le budget 2015 a fini à l'équilibre malgré une prévision de plus de 100000 Euros de déficit. Bonne gestion ? Non, fermetures de structures. Comptablement, les économies sur les loyers qui disparaissent suite à abandon de locaux ne sont prises en compte que l'année suivante ce qui permet d'équilibrer le budget et même de faire artificiellement augmenter la « part agent ». La direction semble s'en réjouir, pas la CGT, car ces économies se font souvent au détriment des conditions de travail des collègues (cf trésorerie municipale de Carpentras. De plus de nouvelles économies sur l'affranchissement sont prévues. Quelques aspects positifs tout de même : le parc informatique va être en partie renouvelé et des crédits seront disponibles pour des travaux sur les hôtels des impôts d'Orange et de Cavaillon.

Questions diverses

* Solidaires a soulevé la question du calcul des primes des caissiers quand il y a des caisses « tournantes », dans le contexte de la fermeture deux après midi par semaine.

* Le sujet de la propreté à la cité administrative d'Avignon a été évoqué. Il y a eu un changement de prestataire dans le cadre du marché public national. C'est Derichebourg qui a remplacé Onet et ne remplit pas les prestations correctement. La DDFIP se réserve le droit de ne pas payer si le travail n'est pas fait, puis de mettre en jeu les pénalisations prévues au contrat, voire de sortir le cas échéant du marché.

* La CGT a interrogé la direction sur le calendrier et les modalités du transfert au pôle de contrôle et d'expertise des agents chargé de la redevance TV. Cela ne se fera pas au 1^{er} septembre 2016 comme le prévoit la note nationale, mais plutôt en 2017.

